

Genève	6	International	8–9	Racisme	11	Cinéma	15
Une grève historique du personnel municipal		Brésil: Luttés contre la catastrophe Bolsonaro		France: l'extrême droite prend la confiance		<i>Dune</i> : dans le désert de la marchandise	



Manifestation contre le Certificat obligatoire et contre l'extrême droite, Genève, 1^{er} octobre 2021

Édito

QUAND LA SANTÉ EST RÉDUITE À UN CHOIX INDIVIDUEL

Après un assouplissement progressif des mesures sanitaires en parallèle d'une campagne de vaccination nationale, le Conseil fédéral a fait entrer en vigueur, dès le 13 septembre, le Certificat

Covid. Celui-ci, attestant du statut vaccinal ou d'un test négatif récent, est désormais obligatoire pour avoir accès aux lieux de loisirs mais aussi de formation et de travail si l'employeur·euse l'estime nécessaire.

Des voix commencent à s'élever contre ce Certificat. Une manifestation s'est tenue à Lausanne le 22 septembre. Partant de collectifs estudiantins, elle a réuni pêle-mêle des militant·e·x·s des nébuleuses

d'extrême droite plus ou moins institutionnalisées – notamment des jeunes de l'aile dure de l'UDC –, des antivax, mais aussi des individus critiques de certaines interdictions. Notons l'absence des associations étudiantes traditionnelles, des syndicats ou des partis politiques majoritaires, ces acteurs n'ayant soit pas pris position, soit accueilli favorablement le Certificat Covid. Le 1^{er} octobre à Genève une journée de mobilisation a été organisée, →

Féminisme

DROIT À L'AVORTEMENT: «MON CORPS, MON CHOIX» NE SUFFIT PAS

cette fois à l'initiative d'acteur·x·s du milieu culturel alternatif. Ceux-ci pointent les écueils de la surveillance numérique généralisée et défendent une position ferme face à l'extrême droite.

Dans cette conjoncture, il est nécessaire d'éviter la catégorisation stérile entre les vacciné·e·x·s, forcément en faveur du Certificat et les autres – forcément irresponsables, mal informé·e·x·s ou complotistes. Dans la perspective d'une politique de santé collective et solidaire, il est important que les mouvements de gauche fassent entendre leurs positions, jusqu'ici terriblement absentes du débat public.

À écouter le Conseil fédéral, il suffirait que les individus se décident à se faire vacciner pour que la pandémie soit vaincue. Or, si le vaccin reste le meilleur moyen à court terme pour lutter contre la pandémie, celui-ci n'est pour autant pas accessible à tou·te·x·s. Notamment aux personnes dont l'accès aux soins est déjà dégradé ou pour qui les contraintes économiques rendent difficiles de libérer du temps pour se rendre dans un centre. Avec l'instauration du Certificat Covid, ces personnes subissent une double peine en risquant d'une part de contracter une forme grave de la maladie et d'autre part d'être exclues de lieux de loisirs, socialisation et de formation.

De notre point de vue, ce n'est pas aux individus mais à la Confédération qu'incombe la responsabilité de mettre en œuvre une stratégie de vaccination efficace en prenant en compte les spécificités et les besoins des différentes populations vivant en Suisse. Mais aussi en renforçant les moyens de l'hôpital public pour faire face à cette crise et à celles à venir. En outre, il n'y a toujours pas de levée des brevets, alors que les pays du Sud global ont accès à moins de 2 % des vaccins produits. Difficile d'imaginer enrayer la propagation du virus si les trois quarts du globe sont privés de doses de vaccin.

Le Certificat Covid incarne une conception de la santé non pas comme un bien collectif mais comme un capital individuel et national. Avec une telle ornière, il restera impossible d'apercevoir une fin de crise sanitaire pour tou·te·x·s.

Gaara

TOUS LES SAMEDIS

9 H – 14 H

STAND DE SIGNATURE POUR LES TRANSPORTS PUBLICS GRATUITS

MARCHÉ

LAUSANNE

12 – 16 OCTOBRE

LAUSANNE

FESTIVAL ONIRIQUE DES LIBERTÉS ART POUR LES DROITS HUMAINS

Ma 12	Pôle Sud	18h	Ouverture, vernissage, concert
Me 13	Pôle Sud	19h	« Art et conflit armé » Documentaire <i>El testigo</i> (Colombie, 2018)
Je 14	Pôle Sud	18h	Film et discussion Documentaire <i>Naïma</i> (Suisse, 2019)
Ve 15	Unil	10h15	Conférence des militantes chiliennes du collectif LASTESIS
	La Galicienne	18h	Concerts et DJ
Sa 16	Dans la rue	11h	« Art, féminisme, activisme » Performance
	Maison de quartier Sous-Gare	18h	Workshop avec LASTESIS: collage féministe et politique: stratégies interdisciplinaires pour la performance.
		21h	Concerts, DJ

JE 4 NOVEMBRE

20 H

MEETING AVEC PHILIPPE POUTOU

Ouvrier licencié et candidat à la présidentielle française
Avec de nombreux·ses acteurs·trices des luttes en cours à Genève.
Coorganisation: NPA / solidarités

UNIVERSITÉ OUVRIÈRE

GENÈVE

VE 22 OCTOBRE 16H

LA PLANÈTE
BRÛLE
ON ATTEND
QUOI?

GRÈVE
DU CLIMAT
MANIFESTATION

PLACE LISE GIRARDIN (ANC. 22-CANTONS) GENÈVE

Impressum
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
23 n° par an
Comité éditorial
Clara Almeida Lozar
Joseph Daher
Cornelia Hummel
Marquaux Long
Gabriella Lima

Iriona Ladeira
Julien Nagel
Pierre Raboud
José Sanchez
Thomas Vochetta

Relecture
Nathalie Delbrouck
Clara Fontalbat
Marc Leemann
Aude Martenot
Guy Rouge
Françoise Wos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Converture
Eric Roset

Abonnements
Annuel fr. 80
Étudiant·e·s, chômeur·seuses, AVS/Al... 40
Soutien 150
3 mois à l'essai Gratuit!
► Pour payer: CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse: abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Fribourg/Freiburg
Case postale 532
1701 Fribourg
E fribourg@solidarites.ch

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E vaud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

ET À LA FIN, C'EST LE 1% QUI GAGNE ?

L'initiative des jeunes socialistes visant à imposer davantage les revenus du capital a été largement rejetée en votation populaire. La démocratie directe est-elle imperméable aux intérêts des 99% ?

Ce score (35% de *oui*) correspond généralement aux initiatives du réformisme radical. C'est le même que 1:12 qui voulait resserrer les écarts salariaux. C'est largement mieux toutefois que l'initiative syndicale pour un salaire minimum (23% de *oui*). On peut relever que les grandes villes allemandes (Zurich, Bâle, Berne) ainsi que quelques villes romandes (Lausanne, La Chaux-de-Fonds, Fribourg, Vevey, Delémont) ont accepté l'initiative.

Un des objectifs de la campagne était de renforcer la conscience de classe. Les textes explicatifs abordaient clairement la question du travail nécessaire et du surtravail, soit le fondement de l'exploitation capitaliste et la source des inégalités. Pour la votation, il fallait toutefois un dépliant concis, massivement diffusible. En choisissant de ne pas y faire figurer leur logo, les JUSO l'ont mis à disposition des différents collectifs.

Mais le débat a été insuffisant. Lors d'un comité syndical, un militant explique qu'il a voté *non*, craignant de payer trop d'impôts lorsqu'il vendra sa maison. C'est bien sûr le résultat de la campagne de désinformation massive menée par la bourgeoisie. Mais cela veut dire aussi qu'il faut nourrir la discussion dans les réseaux populaires avant de lancer une initiative. Et si possible élargir la base de lancement. Car la défaite politique n'est jamais gratuite. Déjà les projets de défiscalisation du capital retrouvent un nouveau souffle.

PAC

AUCUNE HÉSITATION, NON AUX 65 ANS!

Le 18 septembre dernier, à l'appel des syndicats, des collectifs de la Grève féministe et de la Grève du Climat, 15'000 personnes sont descendues dans les rues de Berne pour réaffirmer leur opposition au projet AVS 21 qui est actuellement discuté par les chambres fédérales.

Au terme du cortège, des travailleuses de différents secteurs professionnels se sont succédé sur la Place fédérale pour expliquer les conséquences très concrètes que la réforme AVS 21 aurait sur leurs retraites. Le tout suivi d'un concert de rap fai-

sant trembler les portes du Palais fédéral.

solidarités était présent à la manifestation. Dans la continuité de notre engagement dans la lutte contre PV 2020 en 2017, nous avons réaffirmé notre opposition à tout projet d'élévation de l'âge de dé-

part à la retraite des femmes et revendiqué une réforme du système de rentes solidaire, féministe et écologiste. Pour nous, cette réforme passe notamment par une intégration du 2^e pilier à l'AVS.

En 2018, une manifestation similaire autour d'une nouvelle mouture de la loi sur l'égalité entre hommes et femmes avait rassemblé plus de 20 000 personnes. Cet événement avait marqué le lancement d'une année de mobilisation féministe d'ampleur, jusqu'à la grève féministe du 14 juin 2019. Trois ans plus tard, si le mouvement féministe et syndical se montre encore capable d'organiser des milliers de personnes à travers le pays pour revendiquer plus de justice sociale et une égalité dans les faits, le rapport de forces politique reste largement en notre défaveur. Il faudra plus qu'une manifestation nationale annuelle pour le faire évoluer.

Gaara Digital nomade ■

Eric Roset



Berne, 18 septembre 2021

ENFIN!

Avec 64% des voix, le mariage pour tou-te-s a été largement plébiscité par la population Suisse après des années de combat.

Après des années d'attente, des reports interminables par les chambres et un référendum des plus réactionnaires, les couples de même genre pourront enfin se marier en Suisse dès 2022. Preuve étant s'il en était du retard social de nos élu·x·e·s, la population

approuve de manière large le sujet. Grosse défaite pour les conservateurs·trices qui ont donc mis leur prise de paroles post-défaites sur leur « inquiétude » pour les futurs enfants, sachant fortement que l'homophobie basique de leur rang pendant la campagne (on se

rappelle de la tirade surréaliste d'Yves Nidegger sur son poisson rouge) n'était électoralement pas viable. Le conservatisme social perd du terrain sur ces questions et rétrospectivement les débats du parlement sur l'accès à la PMA pour les couples de femmes (qui a failli être refusée, voir *solidarités* n° 364) semblent bien ridicules maintenant. L'égalité n'a pas à attendre d'être considérée comme électoralement viable pour être mise en place.

La *Schadenfreude* évidente dérivée de cette victoire ne doit

pour autant pas éclipser le fait que ces votations aient échoué à lier justice sociale et fiscale: la population a autant voté *non* à l'initiative 99% qu'elle a voté *oui* au mariage. C'est quelque part la réussite incroyable du néolibéralisme que de réussir à faire concevoir l'égalité au travers du seul prisme identitaire et ainsi de nous faire oublier le pouvoir des classes dominantes. Même si nous pouvons désormais nous marier, il n'empêche que les inégalités et la précarité augmentent de jour en jour. sz



Manifestation «Marsch fürs Läbe», Zurich, 18 septembre 2021

Féminisme RÉACTION À LA MARSCH FÜR'S LÄBE

« MON CORPS, MON CHOIX » NE SUFFIT PAS

Le 18 septembre dernier, des anti-avortement sont à nouveau descendu·e·s dans la rue à Zurich. En tant que force émancipatrice, nous devons prendre au sérieux ce mouvement dans sa dimension internationale et développer des réponses solides.

Samedi 18 novembre dernier, la 11^e « Marsch fürs Läbe » (« Marche pour la vie ») a eu lieu à Zurich Örlikon. La manifestation a lieu chaque année depuis 2011 à Zurich ou dans ses environs, et réunit entre 1000 et 2000 personnes.

Chaque année, un nouveau slogan grotesque orne la banderole de tête. Cette année c'était : « *Jeune, enceinte, sans défense* ». Derrière, des dizaines de pancartes s'élevaient dans les airs, montrant des familles hétéro, blanches et rayonnantes. À côté d'elles, des religieuses priaient à voix haute et, au milieu du cortège, une douzaine d'enfants saluaient les passant·e·s depuis une poussette géante.

Un mouvement fondamentaliste religieux

Ces manifestations sont organisées, sous le couvert de l'association éponyme, par des forces

chrétiennes fondamentalistes et de droite. Jusqu'à récemment, la présidence de l'association était assurée par Daniel Regli, qui siégeait en même temps – sans surprise – pour l'UDC au Conseil municipal de Zurich. L'association dispose par ailleurs d'un très bon réseau. L'une des associations qui la parrainent, Pro Life, propose, en collaboration avec la compagnie d'assurance Helsana, des réductions sur les primes d'assurance maladie en cas de renoncement à l'avortement. Elle coopère aussi au niveau international : cette année à Örlikon, par exemple, un message de salutation de la *March for Life* de Washington a retenti dans les haut-parleurs. Donald Trump et Mike Pence s'étaient rendus à celle-ci en 2019.

Un réseau transnational

L'association dispose d'un réseau international effrayant : il existe

des associations du même nom en Pologne, aux États-Unis, en France, en Italie, en Allemagne notamment. Elle fait partie du mouvement anti-choix, dont les soutiens vont de petits groupes de médecins catholiques fondamentalistes à de puissants lobbys internationaux.

Au-delà de sa politique réactionnaire en matière d'avortement et de sa confession chrétienne plus ou moins marquée, le mouvement est surtout consolidé par une vision du monde chrétienne-conservatrice voire nationaliste et populiste.

Le mouvement « pro-vie » ne se contente pas de diffuser ses idées sur des forums Internet ou de se réunir lors de petites manifestations annuelles. Il est au contraire capable, avec une efficacité choquante, de faire appliquer des lois au niveau des États. En 2016 en Pologne, par exemple, l'initiative populaire « *Stop Aborcji* » (« Stop à

l'avortement ») demandait une interdiction totale de l'avortement et était initialement soutenue par le gouvernement de droite du PSI. Elle n'a pu être bloquée – du moins à moyen terme – que par les protestations massives du mouvement féministe dans le cadre des *Black Protests*.

En Allemagne, l'article de loi §219a (remontant par ailleurs à l'époque du national-socialisme) qui interdit la « publicité » pour l'avortement est toujours en vigueur. Cette outil juridique permet aux « pro-vie » de compliquer le travail des médecins par des dénonciations sur Internet ou des plaintes. Leur acharnement a conduit au fait que dans de nombreuses villes allemandes il n'y a plus de cabinet pratiquant des avortements. Au Texas, une loi interdisant les avortements après la 6^e semaine de grossesse est entrée en vigueur en septembre (voir *solidarités* n° 394).

La nécessité d'une réponse féministe et émancipatrice

Ce serait faire preuve d'une grande myopie que de ne voir dans la « Marche pour la vie » qu'une bande de fondamentalistes religieux·ses bloqué·e·s au 19^e siècle. Et il serait tout aussi naïf de leur opposer uniquement le slogan féministe de l'« autodétermination ».

La lutte contre ce mouvement réactionnaire exige des débats féministes plus approfondis, pour penser l'émancipation des femmes*. En tant que forces politiques féministes, nous devons revendiquer des conditions qui permettent réellement de décider librement d'avoir des enfants ou non. Il s'agit notamment du financement et du développement des crèches, d'un réel soutien aux parents et, plus généralement l'abolition de la famille nucléaire comme norme sociale.

En outre, des débats sont nécessaires autour de questions socio-politiques telles que l'euthanasie dans le cadre du néolibéralisme, le diagnostic prénatal et les avortements sélectifs de fœtus handicapés – même si ces questions sont très complexes. Car les anti-avortement réussissent dans leur combat pour l'hégémonie surtout là où les forces émancipatrices leur ont laissé de l'espace et n'ont pas développé de réponses de gauche à ces questions.

En réponse à ce mouvement antiféministe et nationaliste, il nous faut plus qu'une conception de l'« autodétermination » teintée de néolibéralisme.

Sarah Friedli (MPS Zurich) & Lisa Widerstandli
Traduction et adaptation par la rédaction ■



Manifestation de la fonction publique, novembre 2020

Genève

UNE MANIF MASQUÉE ET NASSÉE!

Ce 1^{er} octobre, les milieux culturels ont appelé à une journée d'action contre le contrôle du Certificat Covid. En parallèle, un appel à manifester a été lancé.

Les acteur-trice-s culturel-le-s étaient clair-e-s : « *Les discours de solidarité, de bienveillance et de lien social ont été remplacés par plus de surveillance. L'injonction à la reprise économique a saboté les désirs d'un monde d'après différent. Trop de personnes restent exclues de la possibilité vaccinale comme de l'accès aux soins, à l'intérieur de nos frontières comme à l'échelle du monde.* »

Le public manifestait derrière une banderole « *Contre le certif obligatoire, contre l'extrême droite* », pour se distancier des manifestations anti-masques ou anti-vaccin. Les 600 manifestant-e-s parcouraient les rues de Genève encadré-e-s par des policiers-ères en nombre et équipé-e-s, puis, sans motif, le cortège est nassé et la police ordonne la dispersion à la foule encerclée. Un camion à eau et un drone complètent le dispositif de plusieurs centaines d'agent-e-s. Après avoir photographié les pièces d'identité de ceux-celles qui voulaient sortir, ils-elles ont bloqué tout le monde, journalistes compris-es.

Pendant deux heures, Genève s'est retrouvée paralysée alors que la manifestation était à dix minutes de son lieu d'arrivée. Des gens sont venus exiger la fin de cette nasse ridicule. Puis d'un coup, les policiers-ères sont parti-e-s en courant comme si ce n'était qu'un jeu de cour de récréation. Qu'est-ce d'autre ? L'égo d'un conseiller d'État à la fois en charge de la Police, de la Justice et de la Santé ? Une attaque contre le droit de manifester ?

Thomas Vachetta

Genève

REPRENONS LE COMBAT FISCAL

Alors que les baisses d'impôts aux plus riches ont fleuri ces dernières décennies et que les coupes dans les budgets publics deviennent la règle, les syndicats et la gauche genevoise prennent le mal à la racine avec l'initiative populaire cantonale « Pour une contribution temporaire de solidarité sur les grandes fortunes ».

La stratégie de la droite consiste, depuis de nombreuses années, à couper dans les ressources publiques pour contraindre à réduire les prestations et favoriser les privatisations. À Genève, depuis 1998, c'est un montant de 1,3 milliard de recettes en moins, obtenu via des baisses d'impôts ou de taxes. Cela a conduit à l'augmentation de la dette à 12,8 milliards à fin 2020. Le déficit budgété pour 2021 s'élève à près de 850 millions.

solidarités s'est toujours opposé à cette politique en lançant des initiatives populaires visant à taxer davantage les hauts revenus, les grandes fortunes ou les entreprises, ou en combattant ces offensives par voie référendaire (RIE3, RFFA). C'est pourquoi un large front syndical et politique, auquel solidarités participe, a lancé une initiative avec les objectifs suivants :

- ① les fortunes imposables de 3 millions et plus seront

taxées davantage avec une contribution qui passera de 4,5 à 5 pour mille et cela pour une période de 10 ans;

- ② l'adaptation du bouclier fiscal pour empêcher que de grandes fortunes échappent à cette imposition supplémentaire, en relevant le rendement admis de la fortune de 1 à 2 %;
- ③ une hausse des déductions sociales sur la fortune pour épargner les contribuables disposant d'économies relativement modestes.

Une sortie de crise par le haut

Cette initiative prévoit d'augmenter temporairement l'impôt cantonal sur les très grandes fortunes pour financer la nécessaire intervention des collectivités publiques afin de sortir par le haut de la crise sanitaire, sociale, économique et climatique.

Les recettes fiscales supplémentaires provenant de cette initiative sont estimées à 350 millions pour le canton et à 85 millions pour les communes, dont 35 millions pour la Ville de Genève (dont le Conseil administratif, majoritairement à gauche, prévoit un gel des mécanismes salariaux dans le budget 2022 pour faire face aux baisses des rentrées fiscales à la suite des cadeaux fiscaux faits aux entreprises par la RFFA – voir l'article en page suivante).

Faisons largement signer cette initiative qui constituerait un tournant politique significatif en cas d'acceptation.

Bernard Clerc

Afin de se former ensemble aux arguments utiles à la récolte de signatures, une soirée de discussion aura lieu le mercredi 13 octobre dès 18 h 15 au Cercle du Mail, 25 rue du Vieux-Billard.

UNE GRÈVE HISTORIQUE DU PERSONNEL MUNICIPAL

Le 30 septembre, plus de 800 grévistes se sont rassemblés à Genève contre le blocage des mécanismes salariaux. Des salarié·e·s de la voirie, des espaces verts, de la police municipale, des pompiers·ères, des bibliothèques, des musées, du service social étaient là, en colère !

Leurs panneaux l'exprimaient clairement : « *Luttons contre la précarité, pas contre les employés* », « *Grand Théâtre travail de sueur 7/17* », « *Sans voirie ville propre c'est fini* », « *Baisser nos salaires : quel manque de créativité* ».

Les grévistes exigent la réintroduction par le Conseil administratif, majoritairement de gauche, des mécanismes salariaux dans le budget 2022.

L'annuité, le 13^e salaire progressif et la prime d'ancienneté font partie du salaire et ne doivent être utilisés comme facteur d'ajustement budgétaire. Ce n'est pas au personnel de faire les frais des diminutions des rentrées fiscales suite à la RFFA.

Les syndicats dénoncent aussi l'absence de négociation sur plusieurs dossiers en attente depuis des années, comme la cessation anticipée d'activité pour les fonctions pénibles, et les indemnités pour les inconvénients de service horaire. Le statut du personnel doit être respecté et un cadre pour le télétravail, introduit en urgence avec le Covid-19, fixé avec les partenaires sociaux.

Demir Sönmez



Des employées de la Ville en colère

Ensemble à Gauche au Conseil municipal a réaffirmé qu'un budget sans les mécanismes salariaux était inacceptable.

Le cortège qui a grossi en cours de parcours s'est conclu

par une assemblée générale sous l'ancien dépôt des TPG où les employé·e·s ont voté un préavis de grève reconductible pour le 11 novembre.

Brigitte Studer

Neuchâtel CAISSE DE PENSION DE LA FONCTION PUBLIQUE

QUAND L'AUGMENTATION DES SALAIRES... APPAUVRIT

Début 2021, la direction de la caisse Prévoyance.ne constate « *une amélioration substantielle de la santé financière de la caisse* » et décide de proposer au Conseil d'État une réduction des cotisations.

La baisse proposée est de 3 %, soit l'équivalent de 35 millions de francs. Le salaire net du personnel assuré serait ainsi « augmenté », tandis que les employeurs·euses économiseraient leur part de cotisations LPP. Pour les collectivités publiques, cela représente une économie se chiffrant à 21 millions de francs. La mesure peut séduire à première vue, mais en réalité elle met en danger les espérances de rente des assuré·e·s. Le Syndicat des services publics est opposé à cette baisse de cotisation. Cette décision semble davantage

prise pour faire des économies dans les collectivités publiques.

Actuellement un plan de recapitalisation est appliqué. Et tant que le taux de couverture n'a pas atteint les 100 % (il était de 76,7 % au début de l'année), le risque de voir les prestations des assuré·e·s réduites existe.

Une longue série de pertes

Depuis la création de Prévoyance.ne en 2010, les assuré·e·s ont vu leur future rente se réduire. En 2010, il y a eu une augmentation des cotisations et un calcul de la rente sur la

moyenne des salaires dès 57 ans et non plus sur le dernier salaire, avec pour résultat une baisse des rentes. En 2012, une cotisation de recapitalisation supplémentaire de 0,2 %, augmentée en 2013 à 0,3 % sont entrées en vigueur. En 2014, l'âge de la retraite a été augmenté (de 62 ans à 64 ans) et on a procédé à la suppression de l'indexation des rentes. Enfin, en 2019, une augmentation des cotisations, ainsi qu'une grosse baisse des prestations, consécutive au passage en primauté des cotisations, a encore diminué les perspectives de rentes en moyenne de

10,9 %, en particulier pour la prochaine génération de retraité·e·s (15 % pour la tranche d'âge 45-55 ans). Enfin en 2008, la caisse de pensions de l'État de Neuchâtel avait subi des pertes financières importantes en l'espace de quelques mois.

En diminuant les cotisations, la caisse va s'affaiblir, alors qu'il serait préférable d'augmenter les réserves. Le projet de baisse de cotisation, avec en parallèle la baisse du taux technique de 2,25 % à 1,75 %, conduira logiquement à une réduction des espérances de rente des assuré·e·s actif·ve·s. Avec un intérêt moyen de 1,75 %, les assuré·e·s passeront d'une rente prévue de 60 % du salaire assuré en 2018 à une rente de 50 % du salaire. C'est donc un appauvrissement des retraité·e·s qui se profile.

Pour maintenir l'objectif de prestation, il faut maintenir le financement, voire l'augmenter, mais en aucun cas baisser les cotisations. Il est inadmissible que la caisse de pension publique serve une fois de plus de variable d'ajustement budgétaire.

José Sanchez

L'ARGUMENTAIRE CONFUS DE L'ATE CONTRE LES TRANSPORTS PUBLICS GRATUITS

La section vaudoise de l'ATE s'est positionnée contre l'initiative pour des transports publics gratuits. Nous revenons sur quelques points de son argumentaire tortueux pour en soulever les incohérences. Au vu de nos objectifs communs, nous l'invitons à le préciser et à le rectifier.

Un modèle économique plus stable

« Certaines communes, pour des raisons conjoncturelles ou de choix politiques, risquent de renoncer au développement et à l'entretien de leur réseau de transports en commun, aujourd'hui ou demain. Si cela arrive, la qualité et l'attractivité des transports publics risque de fortement baisser. » Quand l'Association Transports et Environnement (ATE) – qui défend « une mobilité respectueuse des personnes et de l'environnement » – postule cela, elle ne semble pas bien cibler les enjeux de la question.

Le réel problème avec le financement des transports publics par le biais du ticket est qu'il est très sensible à la conjoncture socio-économique; si, du jour au lendemain, les utilisatrices-arrêtent de fréquenter le réseau, il périclité. Le financement par l'impôt stabilise ces rentrées et permet aux com-

munes et cantons de planifier le développement de leur réseau sans devoir compter sur les recettes incertaines des billets. Mieux, la mise en place de la mesure permettra au canton d'obtenir une grande attractivité résidentielle occasionnant des gains de contribuables qui financeront les transports publics.

La responsabilité limitée des communes

Outre l'inconséquence de l'argumentaire visant à attaquer la stabilité du modèle basé sur l'impôt, l'ATE est confuse lorsqu'elle considère que les communes sont des actrices significatives du développement des transports publics. Cette compétence relève en majeure partie du canton et des agglomérations financées par le biais de sommes importantes versées directement par la Confédération.

Nous voyons également la mise en place des transports publics gra-

tuits comme un moyen efficace de redistribution entre communes; actuellement un grand nombre de communes profitent des infrastructures et services mis à disposition par les villes-centres sans pour autant participer significativement au maintien de tels services, ce qui constitue une injustice pour les villes-centres, les espaces ruraux peu dotés et les communes d'agglomération aux revenus moyens à faibles. Le financement par l'impôt au niveau cantonal permettrait de résoudre une partie du problème en faisant participer les communes profiteuses et leur population – très majoritairement motorisées – au financement des transports publics.

Un exemple fallacieux

Ce n'est malheureusement pas le seul argument mal renseigné de l'ATE: « Si on habite à Pampigny et qu'on travaille à Épalinges par

exemple, il faut deux fois plus de temps en transports publics qu'en voiture pour y aller. » Prendre Pampigny – Épalinges comme exemple, trajet pour le moins étrange à mettre en exergue, relève de la mauvaise foi plutôt que de l'argumentaire. Le réseau vaudois a pour centre l'axe est-ouest lémanique Montreux-Nyon passant par Lausanne, une série de centres annexes accueillent des réseaux secondaires nord-sud permettant la desserte de territoires excentrés comme Pampigny. De cette organisation émerge un réseau en étoile, où chaque « branche » possède sa propre attractivité reliée au travail, au logement et aux loisirs. L'intérêt pour une meilleure liaison de ces territoires est au mieux limité car ils tous les deux situés dans des secteurs au bout des « branches ». L'ATE pointe ici davantage un choix stratégique intelligent et délibéré du canton qu'une tare structurelle du réseau de transport.

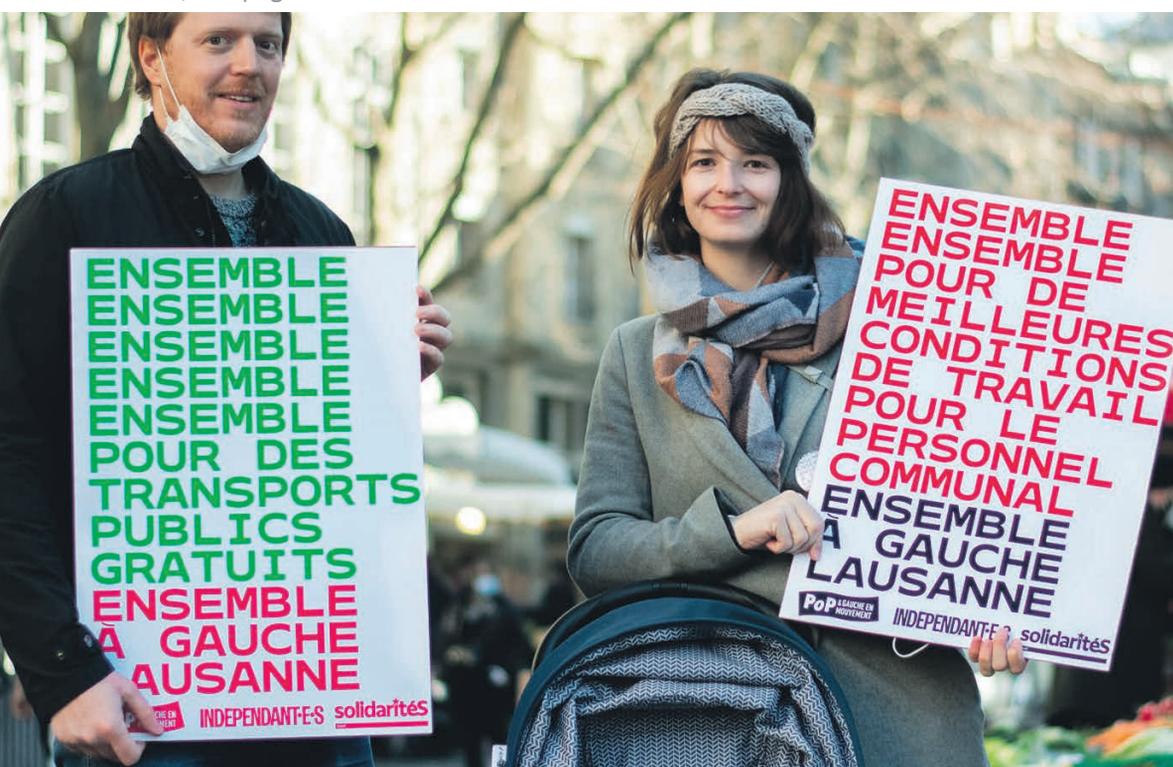
La conjoncture économique rend la question du prix centrale

L'Office fédéral de la statistique relevait en 2019 que près de 8 % du budget des ménages Vaudois étaient alloués aux transports, soit une moyenne de 700 francs. Estimer, comme le fait l'ATE, que « ce n'est pas le prix qui va influencer le comportement des gens mais l'offre et la cadence », qu'une part si importante du budget des Vaudois-e-s est négligeable et n'influencerait pas leurs choix modaux, semble totalement déconnecté des réalités.

Pis, l'expérience de terrain menée par nous, militant-e-s qui récoltons des signatures au contact des populations urbaines et rurales depuis plus d'un mois, semble complètement invalider l'argument qui viserait à déprécier l'importance du prix; c'est en partie dans les populations précaires comme les étudiant-e-s, les chômeurs-euses et les seniors que la mesure semble urgente. D'autant plus que ceux-ci sont déjà désavantagés par le forfait mensuel des abonnements, plus cher que la formule annuelle qu'ils ne peuvent pas se permettre d'avancer. On pourra aussi noter la nature rédhitoire des prix des transports publics pour les familles, fréquemment poussées vers la solution automobile pour les déplacements relatifs aux loisirs. L'initiative vise à adresser cette trop grande attractivité automobile et lui confronter une alternative publique, écologique, solidaire et efficace.

Martin Peikert

Pour solidaritéS, mesures sociales et écologiques sont inextricablement liées (Lausanne, campagne des élections communales 2021).



LA GAUCHE BRÉSILIENNE SE RÉORIENTE DANS LA LUTTE CONTRE LA CATASTROPHE BOLSONARO

Le 2 octobre dernier, des manifestations pour faire tomber Bolsonaro ont rassemblé des centaines de milliers de personnes dans tout le Brésil. Il s'agissait de la première manifestation unitaire, rassemblant des partis et des mouvements de gauche, ainsi que des partis du centre et de la droite.

L'unité d'action avec la droite, qui a organisé des mobilisations massives en 2015-2016 en faveur du coup d'État institutionnel contre Dilma Rousseff (présidente élue du Parti des Travailleurs – PT), de l'anti-féminisme, des reculs sociaux et environnementaux, ne peut s'expliquer que par l'ampleur de la catastrophe que représente le gouvernement Bolsonaro.

Le développement d'autres initiatives de ce genre suite à cette manifestation unitaire reste encore incertain, mais il existe suffisamment de raisons pour coaliser l'ensemble de l'opposition au Brésil. La majorité sociale contre Bolsonaro ne s'est pour autant pas encore traduite par des soulèvements populaires. Les centaines de demandes d'impeachment sont mises en attente au Congrès national, en raison d'un véritable blocage du « *centrão* » (bloc du centre), dont les partis possèdent un grand nombre de députés et de sénateurs. Pour ne rien arranger, les sondages indiquent la persistance d'une base loyale au gouvernement d'environ 20 % de la population, ce qui a permis à Bolsonaro d'appeler à une importante mobilisation le 7 septembre 2021.

Une catastrophe frappe le Brésil

L'humanité survit depuis plus d'un an à une catastrophe sanitaire qui trouve son origine dans les déséquilibres écologiques causés par le

capitalisme. Sous le gouvernement Bolsonaro, l'Amazonie a perdu quotidiennement une superficie équivalente à 3300 terrains de football.

Lors d'une réunion gouvernementale le 22 avril 2020, largement médiatisée, le président et le ministre de l'environnement ont parlé de profiter de la diversion créée par le Covid-19 pour intensifier la déforestation en Amazonie. Les conséquences de ce projet, dans le cadre d'une crise climatique mondiale, affecteraient la santé de millions de Brésiliens avec des changements en termes de chaleur, d'humidité et un déséquilibre des biomes.

La pandémie de Covid-19 fait converger de multiples crises : la crise écologique, la crise économique d'un néolibéralisme, la crise politique de la bourgeoisie internationale – divisée entre les projets néolibéraux classiques de droite et ceux en faveur d'un tournant plus autoritaire.

Au Brésil, il y a eu 598 000 morts du coronavirus et de la négligence de ce gouvernement génocidaire. Dans un pays inégalitaire, en proie au chômage et à la précarité, avec de faibles investissements dans la santé (et même un plafond approuvé par le Congrès pour ne pas étendre les investissements sociaux durant 20 ans), la farce négationniste de Bolsonaro s'est transformée en tragédie. Le président ne porte pas de masque, a qualifié le Covid de « *petite grippe* », a pris position contre la quarantaine. Pour échapper à toute responsabilité, il s'est contenté de

dire : « *Je ne suis pas un entrepreneur de pompes funèbres* ». Pour aggraver la situation, le gouvernement a encouragé l'utilisation de la chloroquine pour prévenir le Covid. Il ne s'agit pas seulement d'un mépris de la science, mais d'une politique contre la science elle-même, qui s'accompagne d'idées folles. Tout cela avec le soutien d'une lumpenbourgeoisie, dont le représentant, Luciano Hang, propriétaire du réseau d'affaires Havan, a été publiquement dénoncé pour avoir falsifié

Manifestation pour la destitution de Jair Bolsonaro, São Paulo, juillet 2021



les examens médicaux de la mort de sa propre mère afin de cacher qu'elle était morte du Covid-19.

Aujourd'hui, il y a 15 millions de personnes affamées, 14 millions de chômeurs·euses et au moins 40 % de la population survivant uniquement grâce au travail informel, avec des bas salaires et des heures de travail élevées. Les quelques mesures d'aide d'urgence approuvées sont insuffisantes et ont été le résultat de la pression populaire et de celle du Congrès.

La résilience de Bolsonaro et le blocage de la procédure d'impeachment

La pandémie a aggravé les conséquences de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement d'extrême droite inédit au Brésil. Des secteurs de la bourgeoisie basculent vers l'opposition. Toutefois, ces bouleversements servent davantage à freiner les aspirations au coup d'État de Bolsonaro qu'à le chasser du pouvoir. Même les partis et mouvements de la « nouvelle droite » brésilienne ont investi l'opposition, mais n'ont rien réussi à imposer qui s'approche un tant soit peu des mobilisations de masse de 2015 – 2016 contre la gauche.

Une explosion du mécontentement contre le gouvernement n'est pas exclue. Fin octobre, le rapport de la Commission d'enquête parlementaire (CPI) du Sénat brésilien sera publié : elle contient plusieurs preuves de la conduite criminelle du gouvernement pendant la pandémie de Covid-19. Cependant, le scénario explosif n'est pas le plus probable.

Bolsonaro n'est pas encore vaincu, et il n'y a pas de chemin naturel prédéterminé vers sa défaite politique et électorale. Le gouvernement se bat, avec le soutien d'environ 20 % de la population, pour survivre et pour arriver dans des conditions lui permettant d'affronter les élections de 2022. S'il n'est pas possible de les gagner, Bolsonaro a l'intention d'accumuler des forces pour tenter un coup d'État à l'instar de l'invasion du Capitole aux États-Unis. Il a prévenu qu'il n'acceptera pas une défaite électorale de manière pacifique, suivant le même scénario que Trump avec le discours de la fraude.

Actuellement, les conditions ne sont pas réunies pour un coup d'État classique qui est la base de son programme et une composante stratégique de son action et de son discours, car ni les forces armées ni la majorité de la police n'ont signalé qu'elles soutiendraient un coup d'État. Toutefois, il n'est pas exclu que Bolsonaro tente un coup d'État ultérieurement – avant, pendant ou après les élections – s'il parvient à réunir les conditions pour le faire. Cette possibilité incarne à elle seule la gravité de la situation actuelle.

Le PSOL tient son 7^e Congrès national et fait un pas en avant dans la lutte contre Bolsonaro

Le Parti Socialisme et Liberté (PSOL) est le principal parti anticapitaliste et d'une nouvelle gauche brésilienne. Cette force est minoritaire, mais en progression au sein de la

classe ouvrière. Les 26 et 27 septembre 2021, le 7^e congrès a réuni 402 délégué·e·s en ligne. 51 000 personnes ont voté, soit deux fois plus que lors du précédent congrès. Le grand thème était la caractérisation du gouvernement et les tactiques pour le vaincre. Durant le Congrès, deux blocs s'opposaient : d'un côté, le bloc majoritaire défendait une tactique de front unique de gauche pour les élections de 2022, de l'autre, le bloc de l'opposition proposait une candidature propre au PSOL.

Cette force s'est consolidé surtout à 3 moments :

- ① En 2016 face aux mobilisations massives des droites en faveur du coup d'État contre le PT, la majorité du PSOL s'est positionnée contre le coup d'État et a dénoncé le lava-jato;
- ② En 2018, la majorité du PSOL a investi dans la relation avec le MTST (mouvement des travailleurs sans abri) et l'APIB (Articulation des Peuples Indigènes du Brésil), deux mouvements sociaux de poids, pour une liste PSOL à la présidence, vers un processus de réorganisation de la gauche. Avec la campagne de Boulos et Guajajara, le PSOL a accumulé des forces pour intervenir dans les manifestations *Ele Não*, doubler ses sièges au Parlement et soutenir le PT contre Bolsonaro au 2^e tour;
- ③ Après la victoire de Bolsonaro et l'assassinat de Marielle Franco, avec des menaces d'emprisonnement et de mort à l'encontre de leaders du

mouvement social, la majorité a soutenu le Front unique, qui s'est exprimé par deux grandes demandes unifiées de destitution, dans les mobilisations du Tsunami de l'éducation (la première grande manifestation contre le gouvernement) et, après la pandémie, dans le soutien à la première manifestation appelée par la Coalition noire pour ensuite former la Campagne nationale Fora Bolsonaro, chargée d'appeler les grandes actions que la gauche a construites pour Fora Bolsonaro.

La nouvelle majorité formée dans ce Congrès est plurielle et aura de grandes responsabilités. Nous réaffirmons que PSOL n'attend pas les élections de 2022 pour sortir Bolsonaro du pouvoir. Au minimum, nous nous battons pour que Bolsonaro n'arrive pas politiquement vivant aux élections de 2022. Le vaincre dans la rue, où nous consacrons nos énergies pour l'instant, ouvrirait la porte à un changement qualitatif dans le rapport de forces. Pour cela, le PSOL continuera à parier sur le front unique, afin que les mouvements et partis de gauche – malgré leurs différences stratégiques et programmatiques – puissent lutter ensemble contre le néo-fascisme. Cette tactique signifie, aujourd'hui au Brésil, la construction de la campagne nationale « Fora Bolsonaro » entre PSOL, PT, PCdoB, PCB, PSTU, UP, les centrales syndicales et étudiantes et les mouvements populaires. De plus, nous devons soutenir

l'unité d'action, comme lors des grandes mobilisations du 2 octobre dernier.

La défaite de Bolsonaro ne sera peut-être résolue que lors de l'élection présidentielle de 2022

Il est possible que la défaite de Bolsonaro soit électorale et doive donc attendre en 2022. Lula, ancien président du PT, apparaît en première position dans les sondages. Malgré cela, il n'y a aucune certitude qu'il y aura un 2^e tour, ni que Bolsonaro sera battu. Par conséquent, le PSOL et la gauche n'ont pas seulement un rôle d'auto-construction dans ces élections.

L'unité de la gauche en 2022 peut être cruciale pour vaincre, au moins électoralement, le mouvement néo-fasciste dirigé par Bolsonaro. C'est le grand défi pour le PSOL, qui se prononcera sur la question en avril prochain. D'ici là, le PSOL devrait se battre pour un front des gauches, sans la bourgeoisie, et y défendre des positions radicales. La possibilité que le PSOL ne soit pas une composante active de la défaite de Bolsonaro (dans les rues ou même en termes électoraux) serait un désastre complet.

L'avenir de la gauche brésilienne et le rôle du PSOL vers sa réorganisation impliquent d'être une organisation politique utile dans la défaite de Bolsonaro. Le 7^e congrès du PSOL a fait un pas important dans cette direction. Nous ramons fermement.

Deborah Cavalcante
Membre de la coordination nationale de Resistência, courant interne du PSOL.
Traduction et adaptation : Gabriella Lima



UNE VENDETTA DE CLASSE

La sentence qui condamne Mimmo Lucano, maire de Riace, à 13 ans de prison pour son aide aux migrant·e·s laisse presque incrédule, comme s'il s'agissait d'un cauchemar dont il faut se réveiller au plus vite.

Malheureusement, c'est la réalité, celle de la justice de classe, ou plutôt d'une méprisable vendetta de classe contre une personne honnête qui a répondu aux injustices d'un monde injuste

et au calvaire des migrant·e·s en construisant une solidarité, un accueil, un avenir de travail et de vie civile pour ceux et celles qui fuient les guerres et la misère et pour ses concitoyen·ne·s.

Cette répression a commencé il y a quelques années dans le but de détruire une expérience positive et un point de référence pour tout le pays. Son histoire trouble, dont les objectifs et les intérêts politiques n'étaient que trop clairs dès le début, se sont maintenant pleinement exprimés dans cette condamnation au premier degré.

Délit de solidarité

Ceux et celles qui pratiquent la solidarité et le soutien aux plus faibles deviennent de dangereux·euses criminel·le·s; c'est le message qui traverse aujourd'hui de nombreuses régions d'Europe et en particulier le long des frontières, autant ouvertes à tous les mouvements de capitaux et à la spéculation industrielle et financière qu'hostiles aux migrant·e·s et à leur droit à la vie.

C'est pourquoi il y a aujourd'hui tant de gens puissants, d'hommes d'affaires et d'entreprises, qui se réjouissent de la condamnation de Mimmo, et qui essaient d'en profiter pour confirmer leurs intérêts économiques et politiques douteux

Dans l'espoir que le jugement en appel rétablisse rapidement l'honneur et la justice pour une personne digne de ce nom comme Mimmo Lucano, nous lui exprimons notre entière solidarité, en espérant qu'un mouvement fort se crée en sa faveur, une véritable rébellion face à une sentence aussi grossièrement injuste.

C'est la garantie décisive et le moyen de réussir à affirmer, dans cette affaire amère, mais plus généralement dans tout le pays confronté au dur affrontement de classe qui oppose les classes ouvrières indigènes et migrantes à l'attaque violente des patrons et du gouvernement, une véritable justice sociale et civile et le plein respect des droits humains.

Communiqué de Sinistra Anticapitalista
Traduction et adaptation par la rédaction



Eric Roset

Rassemblement pour la libération de Mimmo Lucano, Genève, 5 octobre 2021

RECONNAÎTRE LES VIOLENCES SEXUELLES COMME MOTIF D'ASILE

L'Europe se barricade et durcit d'année en année les conditions d'accueil des personnes contraintes de fuir leur pays. L'espace Schengen renforce son arsenal répressif à l'égard de toutes les personnes jetées sur les routes de l'exil.

Frontex non seulement tolère les violations des droits fondamentaux, mais se rend elle-même coupable d'actes violents à l'encontre de réfugié·e·s. Aux multiples motifs qui les poussent – comme les hommes – à quitter leur pays d'origine s'ajoutent pour les femmes, les filles et les personnes LGBTIQ+, des motifs spécifiques en raison des discriminations, violences

sexistes et sexuelles dont elles sont victimes : mariages forcés, viols, enfermement dans des réseaux de traite, travail forcé... Ces violences, elles les vivent aussi sur le chemin migratoire, y compris dans nos pays au cœur de l'Europe. Pour dénoncer ces politiques de répression qui perdurent malgré les intentions proclamées, une démarche militante et citoyenne, partant d'en bas, est nécessaire.

Une campagne importante s'organise depuis plusieurs mois, à la croisée des luttes féministes contre les violences sexistes et sexuelles et des luttes pour la défense et l'extension des droits des migrant·e·s. Une coalition européenne en construction, Feministasylum, lancera le 11 novembre 2021 la « Pétition féministe européenne pour une reconnaissance effective des motifs d'asile propres aux femmes,

aux filles et aux personnes LGBTIQ+ ». La campagne de récolte de signatures sur internet et d'actions politiques dans la rue se déroulera durant 6 mois.

Pour faire bouger les lignes, il ne suffira évidemment pas d'apposer sa signature au bas de cette pétition. Avec cet outil, l'occasion nous est donnée de construire un réseau militant de résistance à l'échelle européenne. Le défi est immense, l'appel est lancé aux ONG et associations engagées pour les droits humains, aux collectifs féministes, aux syndicats, aux partis politiques, et à leurs militant·e·s.

Marianne Ebel

Pour participer à cette campagne, annoncer les soutiens et proposer des actions, écrire à info@feministasylum.org



Manifestation contre les idées d'extrême droite, Paris, 12 juin 2021

Racisme **France**

L'EXTRÊME DROITE PREND LA CONFIANCE DANS UN ÉCOSYSTÈME FAVORABLE

À la suite de la conférence de presse du 21 septembre qui dénonçait le fichage des militant·e·s comme « islamo-gauchistes », nous avons interviewé Julien Salingue, membre de la direction du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA).

Tu te retrouves dans une liste publiée sur le site d'extrême droite Fdesouche. Peux-tu nous en dire plus ?

Français de souche, c'est un site de « réinformation » très fréquenté par la fachosphère dont le fonds de commerce est l'exploitation de faits divers pour agiter la menace d'une perte d'identité française face à l'arrivée des migrant·e·s et des islamistes. Mi-septembre, on a appris l'existence sur ce site de deux fichiers en accès public comprenant une liste de 350 individu·e·s et organisations répertoriés comme étant des « islamo-gauchistes », et une liste de 800 collectifs et associations autour de l'aide aux migrant·e·s.

Le premier fichier a été constitué quasi exclusivement, mais pas seulement, par la liste des signataires de l'appel à la marche contre l'islamophobie du 10 novembre 2019. Ce sont surtout des individu·e·s qui sont classés par catégories (*islam, intellectuel, militant...*). C'est notamment ce travail de classement qui rend le fichier illégal au regard du droit français.

Le deuxième fichier des associations et collectifs est constitué à partir d'une liste publique venue du milieu de solidarité avec les personnes migrantes, aussi classées par catégories.

Au-delà de leur illégalité, le problème de ces fichiers est de te retrouver fiché publiquement comme islamo-gauchiste sur un site qui est une plaque tournante de l'extrême droite et de ses groupuscules. Ce n'est pas la même chose que de signer une pétition sur *Médiapart*. Là, tu es désigné·e comme cible potentielle et c'est d'autant plus inquiétant, dans une période où se multiplient les agressions ciblées contre des individus identifiés comme étant militant·e·s antifascistes ou actif·ve·s sur des thématiques qui ne plaisent pas à l'extrême droite.

Enfin, si la publication de ces fichiers est ancienne et qu'elle n'a pas déclenché de vague d'agressions, le fait est qu'ils existent et qu'ils ont été téléchargés. Il suffirait de changements de climat, ou

de pouvoir politique pour qu'ils puissent être utilisés de manière systématique.

Des suites judiciaires vont-elles être données collectivement ?

Il va y avoir deux démarches : une somme de plaintes individuelles, et une plainte collective des organisations. Le NPA participe aux deux : des membres sont fiché·e·s individuellement mais trois de nos porte-paroles le sont aussi, donc c'est aussi en tant qu'organisation qu'on est fichée.

C'est important d'avoir une démarche avec les syndicats, les partis, les associations. On porte le combat sur un terrain politique parce que l'existence ce fichier n'est pas anodine. Cela se passe dans un contexte où l'on a des raisons de penser que des agressions ciblées pourraient se multiplier, ce qui est déjà le cas. De manière générale, ces derniers mois, ce n'est pas seulement l'extrême droite, mais bien une ministre de l'Enseignement supérieur et un ministre de l'Éducation nationale qui

ont fait toute une campagne pour dénoncer l'« islamo-gauchisme » à l'Université. Dans cet environnement-là où le pouvoir court après l'extrême droite et ses idées, on veut faire entendre qu'il y a un problème politique majeur qui ne se résume pas à Fdesouche.

Dirais-tu que l'extrême droite prend la confiance en France ?

Il y a une combinaison qui leur est favorable. Il y a l'écosystème global avec un glissement de plus en plus à droite, une légitimation des thèses de l'extrême droite et donc de ceux qui les portent. Cela redonne confiance y compris à des petits groupes pour le passage à l'action. Ensuite, la normalisation institutionnelle du Rassemblement national (RN) a libéré les énergies de petits groupes très radicaux qui font le jeu du RN notamment dans des moments électoraux, tout en les critiquant pour leur manque de radicalité. À cela s'ajoute l'écho électoral du RN : 30 %, ça donne confiance !

Un autre élément, plutôt conjoncturel, c'est que les manifestations sur le pass sanitaire depuis la mi-juillet ont été des occasions pour des groupes d'extrême droite d'avoir des apparitions de rue, de reconstruire des collectifs, de se retrouver à 20, 30, 40 (voire plus) à défiler ensemble. La dernière fois qu'ils ont pu prendre la rue de cette façon c'était pour la « Manif pour Tous ».

Dans ce contexte, des groupuscules ou des individus encore plus violents pourraient estimer qu'il est temps pour eux de passer à l'acte. D'ailleurs, un groupe appelé « OAS » est jugé actuellement et la semaine dernière un lycéen a été arrêté. Dans les deux cas, ces jeunes d'extrême droite planifiaient des attentats.

Propos recueillis par **Thomas Vachetta**



La fresque peinte sur la place Bel-Air à Genève

Écologie

LA PLANÈTE BRÛLE. ON ATTEND QUOI?

Le 24 septembre, lors de la journée de Grève internationale pour le climat, une fresque sur le thème des MAPA, acronyme désignant les populations et les régions les plus touchées par la crise climatique, a été réalisée à Genève.

Cette action avait pour but de créer un moment de partage et de réflexion en plein centre de Genève en venant questionner la responsabilité que nous avons en tant qu'habitant·e·s de cette ville face aux MAPA.

La fresque, basée sur l'article « *Global Risk of Deadly Heat* » publié dans la revue *Nature Climate Change* en juin 2017, représente les régions les plus menacées en 2100 si nos émissions de gaz à effet de serre ne décroissent pas drastiquement. Selon

ce scénario, l'humain ne pourra plus vivre dans ces zones à cause des températures et du taux d'humidité.

Dénoncer les responsables

Mais alors que venons-nous faire là-dedans ? Nous devons dénoncer la présence dans notre ville des entreprises parmi les principales responsables de la crise climatique et sociale. C'est le cas bien sûr de Crédit Suisse et UBS qui investissent massivement dans les énergies fossiles, mais aussi des multinationales de l'agro-alimentaire ou du secteur du négoce de matières premières. Prétendre lutter contre le réchauffement climatique en se concentrant sur les émissions de la

population genevoise et fermer les yeux sur les actions de ces acteurs est hypocrite et irresponsable.

La multiplication des événements météorologiques extrêmes cet été montre bien que la situation d'urgence climatique décrite depuis des années a des effets concrets et dramatiques, en particulier dans les régions du Sud mais également dans nos pays riches du Nord.

Nouvelles manifestations

La planète ne sera pas sauvée par ceux qui la détruisent. Le vendredi 22 octobre, la Grève du Climat et de nombreux autres collectifs organisent une manifestation pour faire bouger les choses : « La planète brûle. On attend quoi ? ». Début novembre, les gouvernements seront réunis à Glasgow pour la COP 26. Ils en profiteront probablement pour nous vendre leurs fausses solutions technophiles. Le 6 novembre, une manifestation sera organisée à Lausanne, et le 7 novembre, une rencontre écosocialiste nationale aura lieu à Zürich, pour marteler que nos vies valent plus que leurs profits, et qu'un tournant écosocialiste est seul à même de garantir durablement les droits réels de tou·x·te·s en adéquation avec l'environnement.

Myriam Grosse Teo Frei

La planète brûle. On attend quoi ?
16h Place Lise Girardin
 (anc. Place des 22-Cantons)
 — Cortège → Place des Nations
 — Rassemblement créatif et déterminé jusqu'à 20h

Écologie

ARRÊTONS LE NUCLÉAIRE MAINTENANT

À l'occasion des 50 ans de la première manifestation contre la Centrale nucléaire du Bugey, nous étions sous la pluie avec Sébastien Bertrand, membre du groupe écosocialiste de solidaritéS, Philippe de Rougemont, secrétaire général de Sortir du nucléaire Suisse romande et Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle française.

Sébastien, que s'est-il passé il y'a 50 ans ? La manifestation de 15 000 personnes au Bugey en 1971 a constitué une étape essentielle de la montée de la conscience et des mobilisations anti-nucléaires. Un réacteur est alors en voie d'achèvement. Mais ce qui fait surtout réagir les habitant·e·s réuni·e·s dans le comité « Bugey-Cobayes », c'est que l'on prévoit déjà d'y implanter quatre nouveaux réacteurs encore plus puissants, annonceurs du tournant industriel du nucléaire, c'est-à-dire de la

logique capitaliste, encore plus effrayante et moins soucieuse de la sécurité que la logique militaro-industrielle. Cela inspirera côté suisse un groupe « Verbois-Cobayes » contre l'implantation d'une centrale à Genève.

Philippe de Rougemont, le nucléaire c'est la solution à la crise climatique ? Plus nous comprenons l'ampleur de la catastrophe climatique, plus notre besoin d'une solution rapide grandit. L'industrie nucléaire l'a bien

compris. Son lobby communiqué pour confondre dans nos consciences le nucléaire avec la solution climatique. Prolonger les vieilles casseroles nucléaires nous met en grave danger et le plan de l'UDC de construire de nouvelles centrales prendrait de toute façon 20 ans : trop tard pour le climat ! Remplacer un poison (CO₂) par un autre poison (radioactivité) ? Non merci ! Répondre à la crise de système par le nucléaire ? On vaut mieux que cela. La réponse, c'est la sobriété et les renouvelables décentralisés.

Philippe Poutou, « toi Président » tu arrêterais les centrales. Le risque, c'est de priver des salarié·e·s de leurs emplois ? Il faut amorcer dès maintenant une sortie du nucléaire en stoppant déjà tous les réacteurs qui ont passé l'âge de raison. Cette sortie ne peut se faire que sur des années. L'arrêt des centrales et le démantèlement des réacteurs, sans oublier le traitement des déchets, occuperont un très grand nombre de salarié·e·s pendant des décennies. Pas de quoi s'inquiéter pour l'emploi mais en assurant une reconversion vers les énergies renouvelables. Et pour garantir à la fois la protection de l'environnement, la santé de la population et des salarié·e·s et des emplois pour toutes et tous, il faut un véritable service public de l'énergie qui enlève au privé sa capacité de nuire avec sa logique de rentabilité et de profits.

Propos recueillis par Thomas Vachetta



Le porte-avions USS Ronald Reagan en mer de Chine, juin 2021

International **AUKUS**

L'ARROGANCE DE LA FRANCE DÉPASSÉE PAR CELLE DES ÉTATS-UNIS

L'alliance militaire entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis (AUKUS) montre que ces derniers n'ont pas renoncé à des initiatives internationales pour défendre leurs intérêts.

Dans le cadre du projet AUKUS, un contrat portant sur la vente de 12 sous-marins français à l'Australie a été abruptement rompu. Pour Paris, cette transaction de 56 milliards d'euros était principalement justifiée par des intérêts économiques. La zone Indo-Pacifique est avant tout un grand supermarché pour l'industrie militaire tricolore. Illustration de ce commerce, la vente à l'Inde de 36 avions Rafale (7,8 milliards d'euros) et de deux sous-marins Scorpène (2,6 à 3,4 milliards d'euros), la vente de 6 corvettes Gowind à la Malaisie (2,4 milliards de dollars), pour ne citer que les plus importantes.

La France entretient par ailleurs une importante force de dissuasion nucléaire sous-marine et ne pratique pas vraiment une politique de désarmement et de paix. Son

arsenal n'est jamais remis en cause par les principales forces politiques. Fabriquer et vendre des armes est toujours présenté comme un négoce honorable, à gauche comme à droite. Quand la France cite l'indépendance par rapport aux USA pour justifier sa stratégie, il ne s'agit que d'un prétexte pour les marchands de la mort de l'industrie nationale afin de continuer leur profitable production.

AUKUS ne concerne normalement pas l'usage d'armes atomiques, les futurs sous-marins australiens étant équipés de missiles Tomahawk conventionnels. C'est du moins ce qui a été annoncé. Par contre, l'application du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) sera plus ardue. Entré en vigueur en 1970, celui-ci encadre l'armement, le droit d'ac-

cès à l'énergie nucléaire ainsi que les transferts technologiques. La propulsion de navires par l'énergie nucléaire est une zone d'ombre du traité. Seuls six pays au monde combinent l'usage de sous-marins à propulsion nucléaire et celui de l'arme atomique (Chine, États-Unis, France, Inde, Royaume-Uni, Russie). Cette combinaison leur permet, sur le plan militaire, d'avoir une force de dissuasion nucléaire permanente et quasiment invulnérable.

La confrontation USA-Chine, jusqu'où ?

Incapables de réagir sur le plan économique, les USA tentent de définir une nouvelle politique d'intimidation en Asie, en la présentant comme une ligne de défense. Mettre en difficulté l'économie chinoise en réduisant ses possibilités d'exportation, affaiblir son influence en Asie, limiter le projet des routes de la soie révèlent plutôt la faiblesse économique et commerciale étasunienne. Semer des obstacles à l'influence chinoise ne donne pas automatiquement des avantages à l'économie étasunienne, ni des possibilités de remplacer ces marchés.

Le Pacifique est depuis 1945 une zone sous contrôle permanent des USA. Sa puissance navale est considérable (porte-avions, sous-marins d'attaque, force de dissuasion nucléaire), à laquelle il faut ajouter les forces alliées (Corée du Sud, Taïwan, Japon) et ses bases dans la région (Okinawa, Guam). La décision australienne ne modifie pas substantiellement ce rapport de force. L'opposition à la Chine est surtout un moyen pour Joseph Biden de renforcer son image au plan intérieur. Et d'envoyer un nouveau signal d'alarme à Pékin.

Poubelle atomique ?

Pour l'Australie, une nouvelle opportunité s'offrirait sur le plan économique avec cette ouverture dans le domaine nucléaire. Son vaste territoire désertique pourrait devenir l'entrepôt mondial pour les déchets hautement radioactifs. Les sous-marins étasuniens, comme leurs équivalents chinois et français, utilisent de l'uranium hautement enrichi (UHE). La maîtrise du maniement de matières fissiles servirait à développer un secteur industriel de traitement et de stockage, indispensable pour beaucoup de pays, en premier lieu pour les États-Unis, où le parc de centrales nucléaires civiles est encore très important. Déchets auxquels viennent s'ajouter ceux de l'usage de la propulsion nucléaire des sous-marins et porte-avions.

À court terme, AUKUS constitue une double menace. La première est de provoquer une escalade sur le plan militaire, aux USA comme dans d'autres pays de la région (Japon, Corée du Sud, Taïwan, Inde, et bien sûr Chine). Entamer une nouvelle course aux armements est certainement un objectif pour le complexe militaro-industriel étasunien, qui verrait ainsi s'ouvrir de nouveaux débouchés. À l'heure de la lutte contre la misère et le réchauffement climatique, ces nouvelles dépenses ne sont pas une bonne nouvelle.

Un deuxième danger de cette escalade antichinoise concerne l'exacerbation du nationalisme et des courants politiques réactionnaires à l'intérieur des pays asiatiques. La défense des frontières et l'agitation des drapeaux nationaux dans des pays dominants n'a jamais été une période favorable à la justice sociale et à l'émancipation humaine.

José Sanchez

LOIN DU PRINTEMPS

Le 25 juillet dernier, le président tunisien Kais Saïed renvoyait le gouvernement et suspendait le parlement, s'arrogeant des pouvoirs exceptionnels. Ces mesures remettent en cause le cadre et les droits démocratiques obtenus par la chute du dictateur Ben Ali en 2011.

Le chef d'État tunisien a formalisé le 22 septembre son coup d'État institutionnel en promulguant des dispositions exceptionnelles renforçant ses pouvoirs au détriment du gouvernement et du parlement, auxquels il va de facto se substituer en légiférant par décrets. Le président Kais Saïed avait déclaré que ces décisions étaient de nature temporaire et avaient pour objectif « l'établissement d'un véritable régime démocratique dans lequel le peuple est effectivement le titulaire de la souveraineté et la source des pouvoirs qu'il exerce à travers des représentants élus ou par voie de référendum ». Quelques jours plus tard, pour former un nouveau gouvernement, il nommait comme première ministre Najla Bouden, première femme dans l'histoire du pays à accéder à ce poste, dont il a néanmoins considérablement réduit les prérogatives.

Cadre démocratique en danger

Mais depuis son coup d'État institutionnel, Kais Saïed a ciblé plusieurs personnalités par des dizaines d'arrestations, d'assignations à résidence et d'interdictions de voyager arbitraires, dans le cadre de sa « croisade anticorruption ». Cela n'a pas empêché le président de maintenir des relations proches avec l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA, une association patronale), qui constitue pour beaucoup de militant·e·s une des sources principales de la corruption.

À la mi-septembre, le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Nouredine Taboubi, a mis en garde pour la première fois le président en déclarant : « Si vous essayez de vous écarter de la voie de l'État civil et démocratique, alors le syndicat est

là, prêt et rompu aux combats. » Le syndicaliste a en outre dénoncé son « accaparement du pouvoir ».

Aucune amélioration des conditions de vie

Le coup de force autoritaire du président Kais Saïed a reçu initialement un soutien populaire assez significatif, à cause des frustrations accumulées par de larges secteurs des classes populaires devant l'accroissement des inégalités sociales, de la pauvreté, du chômage et l'incurie des partis au pouvoir, sur fond de flambée de l'épidémie de Covid-19. Avec près de 24 500 décès, la Tunisie a enregistré le nombre de mort·e·s par habitant·e·s le plus élevé des régions arabe et africaine. Le pays a du reste comptabilisé 7773 protestations sociales au cours des six premiers mois de 2021, contre 4566 pour la même période en 2020, selon des récentes statis-

tiques publiées par l'ONG Front tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES).

Le mouvement d'inspiration fondamentaliste islamique Ennahdha, au pouvoir depuis 10 ans à travers diverses coalitions gouvernementales, a été en particulier la cible des manifestant·e·s qui sont descendu·e·s dans la rue pour soutenir les mesures du président tunisien. Ennahdha a encouragé des politiques néolibérales, des mesures de privatisations et d'austérité, appauvrissant encore plus les classes populaires. Les gouvernements tunisiens successifs se sont endettés toujours davantage envers les créanciers étrangers. La dette extérieure représentait environ les deux tiers de la dette publique en 2020, ce qui a soulevé de nombreuses questions sur le service de la dette, sa soutenabilité et les ressources publiques qui seront réorientées vers son remboursement plutôt que vers des objectifs plus productifs ou vers le système de protection sociale.

De même, le bilan de ce mouvement quant aux questions démocratiques est loin d'être positif, avec des mesures de répression importantes contre les mouvements sociaux et son opposition à l'égalité hommes-femmes.

Kaies Saïed, une alternative ?

La responsabilité d'Ennahdha et d'autres partis au pouvoir depuis 2011 est claire dans la crise socio-économique et politique du pays. Cela dit, Kaies Saïed ne constitue en aucun cas une alternative progressiste, bien au contraire. Comme l'a déclaré Hama Hammami, le secrétaire général du Parti des travailleurs tunisiens, « la guerre entre Saïed et les partis politiques n'est pas une guerre sur des approches différentes des problèmes économiques de la Tunisie, mais sur le pouvoir ». De même, Saïed est profondément conservateur, opposé à l'égalité entre les hommes et les femmes en matière d'héritage, à la dépenalisation de l'homosexualité et à l'abolition de la peine de mort. Finalement, ses actions constituent un pas en arrière dans la défense des droits démocratiques des classes populaires.

Il faut s'opposer à la dérive autoritaire du président Saïed, tout en soutenant les alternatives progressistes et démocratiques qui se confrontent à Ennahdha et aux autres partis au pouvoir, pour empêcher le retour à un statu quo insupportable pour les classes populaires tunisiennes.

Joe Daher

Des soutiens du président Kais Saïed manifestent et brûlent la Constitution tunisienne. Tunis, 25 septembre 2021.





Zendaya (la Fremen Chani) et Timothée Chalamet (le héros Paul Atréides)

À voir Cinéma **DUNE**

DANS LE DÉSERT DE LA MARCHANDISE

Dune remplit les salles. Mais le space opera grandiose et gentiment écolo dissimule mal son sous-texte réactionnaire, comme son statut de marchandise.

Ne vous amusez pas à dire publiquement du mal de *Dune*, dernier film du canadien Denis Villeneuve. Ou préparez-vous à ce que vous tombent dessus les puristes du cycle de six romans publiés par Franck Herbert entre 1965 et 1985. Le premier volume, ouvrage de science-fiction le plus vendu au monde, raconte les péripéties de la famille des Atréides, en particulier du jeune héritier Paul, sur la planète hostile d'Arrakis, monde de sable surnommé Dune.

Il n'y a pourtant pas à se forcer pour voir, dans l'œuvre de l'auteur nord-américain, des signes fiables de son conservatisme : affichant une vision cynique du jeu politique, le livre fait la part belle aux hommes courageux et bellicistes, réserve aux femmes un rôle de manipulatrices de l'ombre et fait l'étalage de sa condescendance paternaliste pour les peuples colonisés. Mais le très réactionnaire et homophobe Herbert reste, dans ses romans du moins, suffisamment

flou politiquement pour que chacun-e y trouve son compte. Par exemple en soulignant le message vaguement écologiste de la saga.

Adaptation de la première moitié du roman de 1965, le (long) film de Villeneuve suit son modèle sur l'essentiel. Il dessine un monde gouverné par des hommes musclés et déterminés, pris dans des affrontements géopolitiques entre des peuples aux traits taillés à la serpe : les courageux gentils – certes imparfaits – ont la classe, les méchants sont laids, violents et perfides, et aux milieux sont les colonisés, superstitieux, un peu retardés mais fiers et remarquablement adaptés à leur milieu naturel.

À celles et ceux qui plaident la bonne foi du réalisateur canadien – les errances politiques du film reflètent celles du livre, rien de plus – on répondra que personne ne l'a obligé à adapter, en 2021, un roman qui n'était déjà pas très avant-gardiste il y a un demi-siècle.

Paysages à consommer

Mais ce n'est pas tout. Avec 165 millions de dollars de budget et un réalisateur adoué par la critique pour ses précédents films, *Dune* est l'archétype du « blockbuster d'auteur ». Réac peut-être mais, nous dit-on, d'une beauté envoûtante grâce à une photographie et une scénographie hors du commun.

On peut bien sûr s'extasier devant le soleil se couchant sur la géomorphologie spectaculaire de la vallée jordanienne du Wadi Rum où le film a été tourné. Mais on peut aussi ne pas laisser notre matérialisme à l'entrée du cinéma : porté de nombreuses fois à l'écran par Hollywood, ce bout de désert est emblématique de la marchandisation du monde par l'industrie du tourisme. Un site instagrammable de plus qui permet d'assouvir notre désir de consommer du beau. Et de masquer la laideur des rapports sociaux engendrés par le système de production capitaliste.

Guy Rouge

À lire Histoire

LÉO FRANKEL, COMMUNARD SANS FRONTIÈRES

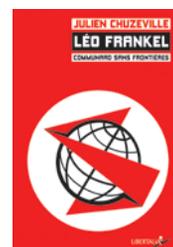
Hormis une brochure des Amis de la Commune de Paris, il n'existait jusqu'ici aucune biographie en langue française de Léo Frankel, délégué au Travail et à l'échange de la Commune de Paris (1871). Un ouvrage récent de Julien Chuzeville vient combler cette lacune.

Né à Budapest en 1844, Léo Frankel (établi de 1867 à 1871 dans la capitale française) y exerça la profession d'orfèvre-bijoutier. D'abord adepte du parti allemand fondé par Ferdinand Lassalle, il se rapprocha ensuite des positions de Karl Marx.

Élu à la Commune le 26 mars 1871, Léo Frankel y impulsa diverses mesures sociales, comme l'interdiction du travail de nuit dans les boulangeries. Ayant échappé à la répression versaillaise, exilé à Londres, il fut membre du Conseil général de la 1^{re} Internationale. En 1875, il rejoignit l'Autriche, puis la Hongrie, où il fonda le premier parti socialiste. Après avoir été emprisonné durant deux ans, il quitta la Hongrie en 1883 pour l'Autriche, puis s'établit à nouveau à Paris (en 1889), où il mourut fin mars 1896.

En plus de narrer la trajectoire de ce militant, cette biographie contient également plusieurs textes de Léo Frankel, dont sa défense remarquable lors du troisième procès intenté en été 1870 à la section parisienne de la 1^{re} Internationale.

Hans-Peter Renk



Julien Chuzeville, Léo Frankel, Communiste sans frontières. Montreuil, Libertalia, 2021

BIBLIOGRAPHIE

- Magda Aranyossi, *Leo Frankel. Ost-Berlin*, Dietz Verlag, 1957
- Magda Aranyossi, « Léo Frankel : 1844 – 1896 », *Europe : revue mensuelle*, n° 499/500 (nov.-déc. 1970), pp. 274–282
- Léo Frankel, « le premier ministre du Travail du premier gouvernement ouvrier ». Paris, Amis de la Commune de Paris, [1996]

solidaritéS

C'est quoi ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

395

7 - 10
2021

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant·e·s, AVS, AI Chômeurs·euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

Sommaire

3 National
Aucune hésitation, NON aux 65 ans!
Votations
Et à la fin, c'est le 1% qui gagne ?

Mariage pour tout·e·s: enfin!

4 Féminisme
Réaction à la *Marsch fürs Läbe*: «Mon corps, mon choix» ne suffit pas

5 Genève
Repretons le combat fiscal

Une manif masquée et nasquée!

6 Monde du travail
Une grève historique du personnel municipal

Neuchâtel
Caisse de pension de la fonction publique: quand l'augmentation des salaires... appauvrit

7 Vaud
L'argumentaire confus de l'ATE contre les transports publics gratuits

8-9 International
La gauche brésilienne se réoriente dans la lutte contre la catastrophe Bolsonaro

10 Migration
Une vendetta de classe

Reconnaître les violences sexuelles comme motif d'asile

11 Racisme
France: l'extrême droite prend la confiance dans un écosystème favorable

12 Écologie
La planète brûle. On attend quoi?

Arrêtons le nucléaire maintenant

13 International
AUKUS: l'arrogance de la France dépassée par celle des États-Unis

14 International
Tunisie
Loin du printemps

15 Cinéma
Dune: dans le désert de la marchandise

Histoire
Léo Frankel, communiste sans frontières

